

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

Besançon, le 08/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **FAIVRE SAS**

10 rue de Motey Besuche  
70140 Montagney

Références : UID257090/SPR/WG/BM 2022 - 0808E  
Code AIOT : 0012200031

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement FAIVRE SAS implanté Route de Vesoul 70100 VELESMES ECHEVANNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FAIVRE SAS
- Route de Vesoul 70100 VELESMES ECHEVANNE
- Code AIOT : 0012200031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

La société FAIVRE SAS est spécialisée dans la collecte et le négoce de produits agricoles ; ainsi elle assure :

- la réception par route de céréales (maïs, blé, orge, avoine ...),
- le séchage de céréales humides (maïs, tournesol...) en période de collecte,
- le stockage de céréales,
- la vente de céréales, produits phytosanitaires, engrais, semences et aliments pour le bétail.

L'ordre du jour de l'inspection a porté uniquement sur les suites données aux 3 dernières visites (2018, 2020 et 2021). Le bâtiment de stockage des engrais ainsi que le dispositif d'asservissement de la rampe d'aspersion d'eau du réservoir de GPL ont été inspectés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels : risques d'explosion et d'incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention des risques au niveau des silos	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.1.7.1	Non-conformité	Mise en demeure, respect de prescription	120 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Non-conformité	Sans objet
3	Prévention des risques au niveau de l'installation de stockage de GPL	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.4.5.1	Observation	Sans objet
4	Prévention des risques au niveau de l'installation de stockage de GPL	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.4.5.3	Non-conformité	Sans objet
7	Prévention des sinistres	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 7.3.2	Demande de compléments	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Prévention des risques au niveau des stockages d'engrais	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.2.1	Non-conformité	Sans objet
6	Prévention des risques au niveau des stockages d'engrais	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.2.2	Non-conformité	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seuls les constats faisant suite à l'inspection de 2021 sont soldés au terme de l'inspection menée le 11 mai 2022.

#### **Non-conformité aux dispositions de l'article 8.1.7. de l'arrêté d'autorisation du 12 juin 2013 :**

L'exploitant doit revoir son approche sur la maîtrise des risques en particulier sur les mesures de protection adaptées aux silos permettant de limiter les conséquences d'une explosion.

En effet, depuis l'inspection du 1er juin 2018, l'exploitant n'a toujours pas démontré que les mesures mises en place au niveau des cellules de stockage et de la tour de manutention sont adaptées au risque d'explosion et que leur maintenance permet de garantir dans le temps leur efficacité.

#### **Demande de compléments :**

- Au niveau des installations séchoir et cyclone, la mesure de maîtrise des risques consistant à réaliser de l'entretien préventif est mise en œuvre. Toutefois, l'exploitant doit assurer une meilleure traçabilité des travaux de maintenance réalisés sur ces installations.
- L'exploitant doit revoir l'analyse de risque liée à l'étude de dangers sur le risque de collision entre la réserve GPL et un véhicule ainsi que présenter les opérations de maintenance du dispositif d'asservissement de la rampe d'aspersion d'eau du réservoir de GPL en justifiant qu'elles permettent de maintenir l'efficacité du dispositif.
- Le réservoir de GPL devant satisfaire à la réglementation des équipements sous pression en vigueur, l'exploitant s'est engagé à fournir les éléments recueillis auprès de la société à qui il loue cette installation.
- Concernant les suites données aux contrôles périodiques des installations électriques, l'exploitant fournira les factures des travaux effectués en 2022 permettant de lever les non-conformités relevées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste de ses équipements de prévention et de protection incluant les mesures de maîtrise des risques (MMR).  Les MMR sont au nombre de 5 : <ul style="list-style-type: none"><li>- permis feu et plan de prévention ;</li><li>- interdiction de fumer ;</li><li>- entretien préventif avec enregistrement et contrôle pré collecte ;</li><li>- installation d'aspiration centralisée des poussières avec temporisation ;</li><li>- consignes de nettoyage.</li></ul> La gestion des MMR est assurée par le biais du cahier de maintenance et de la fiche de suivi de la maintenance. L'exploitant a présenté des fiches individuelles de suivi des installations : séchoir et cyclone. Selon les déclarations : ces fiches ont été mises en place suite à l'inspection de juin 2018. L'inspection relève que le renseignement de ces fiches a bien débuté en 2018 et se poursuit jusqu'à maintenant. Sont consignées les opérations de maintenance et de nettoyage.  Concernant le séchoir, la fiche indique que des opérations sont à prévoir et qui concernent : <ul style="list-style-type: none"><li>- les joints de la porte qui donne accès au brûleur.</li><li>- les gaines sous moteurs du ventilateur servant au refroidissement.</li></ul> Cette fiche n'indique pas sous quel délai les travaux sont prévus.
<b>Observations :</b> La traçabilité des travaux (programmation et exécution) doit être assurée par ces fiches. L'exploitant précise sous quel délai les travaux prévus seront réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention des risques au niveau des silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, événements et surfaces soufflantes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'étude de dangers, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion : <ul style="list-style-type: none"><li>• la toiture des cellules et de la tour est constituée de parois métalliques qui possèdent une grande capacité d'arrachement aux points de fixation ; en cas de surpression, ces bardages seront immédiatement déchirés et laisseront évacuer cette surpression ;</li><li>• les filtres sont équipés d'évents d'explosion. Le positionnement du filtre est tel que l'évent débouche à l'extérieur de la tour dans une zone non fréquentée.</li></ul>

Localisation	Surface	Pstat (*) (mbar)	Nature des surfaces
Tour de manutention	Surface du toit	100	On considère que les différents étages de la tour constituent un seul et même volume. La couverture est entièrement soufflable.
Cellules métalliques	Surface des cellules	100	Cellules ouvertes métalliques sous une couverture entièrement soufflable.

(\*) Pression statique d'ouverture

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers complétée du site, et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

...

**Constats :** Sur place, l'exploitant explique que la configuration des installations ne peut pas donner lieu à une explosion au niveau des silos de stockage ; il met en avant le fait que le débord de toit est constitué d'une grille.

Toutefois, les scénarios présentés dans l'étude des dangers (le scénario n°1 : explosion d'un élévateur et le n°2 : explosion du filtre présentés en partie 6 de l'étude des dangers de février 2011) et la remise du plan de zonage ATEX lors de l'inspection montrent qu'il existe un risque d'explosion sur le site.

Selon l'étude des dangers :

- le découplage est assuré par les transporteurs à chaînes et les vis de vidange ;
- les événements sont constitués par la toiture et les parois soufflables ;

avec certaines caractéristiques définies par calcul et reprises dans l'arrêté préfectoral.

L'arrêté d'autorisation définit des pressions statiques d'ouverture de surface soufflable au niveau de la tour de manutention et des cellules métalliques de stockage. Les justificatifs des caractéristiques de ces surfaces n'ont pas pu être fournis par l'exploitant lors de l'inspection menée les 1er juin 2018 et 11 mai 2022.

**Non-Conformité :**

Dans ces conditions, l'exploitation du silo est non conforme aux dispositions de l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2013.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 120 jours

N° 3 : Prévention des risques au niveau de l'installation de stockage de GPL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de secours sont au minimum constitués de :  ... <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un système d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6l/m<sup>2</sup>/min. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir doit être obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir.</li></ul>
<b>Constats :</b> Comme suite à l'inspection de juin 2018, il avait été établi que l'exploitant ne peut pas justifier le débit d'arrosage de 6 litres/m <sup>2</sup> /minutes (point précisé dans l'étude de dangers – complément de novembre 2011 page 3). Il transmettra à l'inspection les éléments justificatifs par exemple après renseignement auprès de son prestataire.  Lors de l'inspection et en l'absence d'élément dans le fond dossier, l'exploitant a pas été en mesure de justifier le débit d'arrosage de 6 litres/m <sup>2</sup> /minutes.  Au terme de l'inspection de 2020, l'Inspection avait émis le commentaire suivant : « <i>L'exploitant devra confirmer à l'inspection des ICPE d'ici fin mai 2021 que le dispositif d'asservissement de la rampe d'aspersion d'eau sur le réservoir de GPL (système d'enclenchement automatique pour lutter contre l'incendie) a bien été mis en place. Il devra également analyser le risque que pourrait constituer le choc d'un véhicule venant percuter le réservoir GPL en vue de le prendre en compte, le cas échéant, dans l'étude de dangers. Il communiquera les conclusions de cette analyse à l'inspection des ICPE d'ici fin septembre 2021.</i> »  Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a adressé par courriel du 03 mai 2022, une analyse sur le risque de collision entre un véhicule et le réservoir GPL.  Cette analyse n'est pas recevable sur la forme ni sur le fond. Pour l'améliorer, l'exploitant doit s'appuyer sur les documents produits par l'Ineris à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- Omega 9 : Étude de dangers d'une installation classée ;</li><li>- Guide pratique pour la validation des probabilités des phénomènes dangereux des dépôts de gaz de pétrole liquéfié.</li></ul> En salle, l'exploitant a fourni la facture correspondant à l'installation du dispositif d'asservissement de la rampe d'aspersion d'eau sur le réservoir de GPL.  Interrogé sur la maintenance et les tests à effectuer pour maintenir l'efficacité de ce système, l'exploitant a indiqué qu'il questionnerait la société installatrice.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit fournir le débit d'arrosage de la cuve GPL et revoir l'analyse de risque liée à l'étude de dangers du site et présenter les opérations de maintenance du dispositif d'asservissement de la rampe d'aspersion d'eau sur le réservoir de GPL en justifiant qu'elles permettent de maintenir l'efficacité du dispositif.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Prévention des risques au niveau de l'installation de stockage de GPL**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.4.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réservoir fixe doit être conforme à la réglementation des équipements sous pression en vigueur. Ils doivent être munis d'équipements permettant de prévenir tout sur-remplissage. L'exploitant doit disposer des éléments de démonstration attestant que les réservoirs fixes disposent des équipements adaptés pour prévenir le sur-remplissage.  Ces équipements peuvent être des systèmes de mesure de niveaux, de pression ou de température.  Les orifices d'échappement des soupapes des réservoirs doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent). Le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 03 mai 2022, l'exploitant a transmis le document traçant l'inspection périodique réalisée le 28/04/2021 par la société Antargaz.  Dans cette transmission, le dossier d'exploitation et la déclaration de mise en service sont manquants. Les éléments nécessaires au suivi de l'appareil sont, quant à eux, que partiellement fournis.  L'exploitant a indiqué qu'il questionnerait la société Antargaz.
<b>Observations :</b> L'exploitant fournit sous un mois les éléments obtenus auprès d'Antargaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Prévention des risques au niveau des stockages d'engrais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affectation des magasins de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> ... Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment de stockage : <ul style="list-style-type: none"><li>• les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les matières combustibles (bois, sciures, carburant...), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites ;</li><li>• les substances susceptibles d'aggraver le sinistre (pesticides, céréales,...), le nitrate d'ammonium technique.</li></ul>
<b>Constats :</b> Sur place, il a été vérifié le retrait effectif des cornières sur les cellules 6 à 8 dédiées au stockage des ammonitrates comme l'exploitant s'y était engagé à le faire suite à l'inspection menée en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Prévention des risques au niveau des stockages d'engrais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation des magasins de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  Les cloisons internes de séparation des cases sont en béton.
<b>Constats :</b> Sur place, il a été vérifié le retrait effectif des tasseaux et planches placés au-dessus des murs en béton des cellules 6 à 8 dédiées au stockage des ammonitrates comme l'exploitant s'y était engagé à le faire suite à l'inspection menée en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prévention des sinistres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques – Mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> .... Vérifications électriques : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :  .... • l'avis de l'organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. L'organisme mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.  Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 03 mai 2022, l'exploitant a transmis le rapport de vérification générale périodique des installations électriques des années 2020 (N°071699052001R001) et 2021 (N°071699052101) rédigé par la société DEKRA (agence de Serre-Les-Sapins).  La fréquence annuelle est respectée, les contrôles étant réalisés chaque année au mois de septembre.  La consultation des rapports montre que : En 2020, 22 observations ont été mentionnées dont 11 avaient déjà été signalées ; En 2021, 22 observations ont été mentionnées dont 20 avaient déjà été indiquées.  Ces rapports mettent en évidence : - l'absence de fourniture au bureau de contrôle du plan des zones ATEX ; - des problèmes de mise à la terre ;  Sur le suivi des conclusions des rapports, l'exploitant a transmis la page 7/12 du rapport de l'année 2021 (correspondant aux 11 premières remarques) annotée montrant que l'ensemble des observations sont levées à l'exception de celle portant sur la fourniture du plan de zonage ATEX au bureau de contrôle. La transmission ne permet pas de connaître si les observations 12 à 22 ont été traitées ou pas.

En salle, l'exploitant indique qu'il a confié les travaux à la société ELEC AC. La consultation du registre montre que cette société est intervenue le 16 mars 2022.

Il est convenu avec l'exploitant qu'il fournira la facture correspondant aux travaux réalisés.

Concernant la formalisation du suivi des conclusions du rapport de vérification électrique, l'exploitant souhaite annoter le rapport de vérification. S'agissant du plan des zones ATEX (prévu à l'article 71.1 de l'arrêté d'autorisation du 12 juin 2013), l'exploitant a remis un plan ainsi qu'une la liste présentant la cotation des zones ATEX.

Sur place, un contrôle par sondage des observations a été mené et ne soulève pas de remarque.

**Observations :** L'exploitant fournit sous un mois la facture correspondant aux travaux réalisés.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Inter-Départementale 25-70-90

**ARRÊTÉ DREAL N°**

**mettant en demeure la société FAIVRE, située Le Trebillot sur le territoire  
de la commune de VELESMES-ECHEVANNE, de satisfaire à certaines prescriptions de  
l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 962 en date du 12 juin 2013**

Projet

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE**  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES

**VU**

- le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.181-14, L.511-1, L.514-5 et R.181-45 ;
- le décret du 7 octobre 2021 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS, Préfet de la Haute-Saône ;
- le décret du 9 avril 2021 portant nomination du secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Saône, sous-Préfet de Vesoul, M. Michel ROBQUIN ;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- l'arrêté préfectoral n° 962 en date du 12 juin 2013 autorisant la SAS FAIVRE à exploiter des installations de stockage de céréales sises sur le territoire de la commune de VELESMES-ECHEVANNE ;
- l'arrêté n° 70-2021-10-26-00001 du 26 octobre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel ROBQUIN, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône à compter du 26 avril 2021 ;
- le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'Inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 août 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

- l'absence d'observation /les observations formulées par la société FAIVRE ;

## CONSIDÉRANT

- que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose, qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine ;
- que l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 962 en date du 12 juin 2013 susvisé prescrit une pression statique d'ouverture des surfaces soufflantes au niveau de la tour de manutention et des cellules métalliques de stockage ;
- que lors de l'inspection menée le 1<sup>er</sup> juin 2018, il a été établi que l'exploitant n'était pas en mesure de préciser les caractéristiques des surfaces soufflables afin de justifier du respect des pressions visées à l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2013 susvisé ;
- que lors de cette même inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la pérennité de ces caractéristiques, par exemple lors de modifications ou de travaux sur ces surfaces ;
- que l'inspection menée le 11 mai 2022 conduit à dresser à nouveau les constats visés ci-dessus ;
- que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société FAIVRE SAS de respecter les prescriptions de l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2013 susvisé, et de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – OBJET

La société FAIVRE SAS dont le siège social est situé 10 rue de Motey Besuche - 70140 MONTAGNEY est mise en demeure pour son site implanté route de Vesoul sur le territoire de la commune VELESMES ECHEVANNE, de respecter **sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 962 en date du 12 juin 2013.

## **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société FAIVRE SAS.

## **ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 5 – EXÉCUTION ET AMPLIATION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Saône, M. le Maire de VELESMES ECHEVANNE, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée.

**Fait à Vesoul, le**

**Le Préfet,**